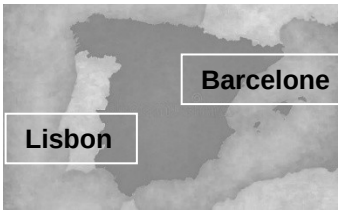
CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE



Comité des questions migratoires

Intégration des personnes migrantes : Complémentarité entre société civile et institutions

Voyage d'étude terrain à Lisbonne - Portugal

Effectué par M. Daniel Guéry (vice-président) - M. Marc Van den Reeck (membre du bureau)

Lundi 12 et mardi 13 octobre 2026

Du 12 au 16 octobre 2026, le Comité des questions migratoires de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe s'est rendu à Lisbonne (Portugal) et à Barcelone (Espagne).
La « visite de terrain » à Lisbonne a permis de développer plusieurs aspects en ce qui concerne les questions migratoires :

1. **Particularité de la situation portugaise**
   - ✓ Un flux de 1,5 million de personnes en deux ans sur une population de 11 millions ;
   - ✓ Un pourcentage particulièrement élevé de personnes migrantes lusophones ;
   - ✓ Les non-lusophones viennent principalement du Népal, du Bangladesh et de l'Inde, pays pour lesquels les préoccupations sécuritaires sont moins aiguës et les interférences des gouvernements des pays d'origine moindres, voire inexistantes.

2. **Éléments principaux des échanges**

   L'intégration ne peut se réaliser qu'à long terme, la **stabilité** de la stratégie et des efforts étant essentielle. Les politiques de proximité locale sont les mieux indiquées : elles favorisent une collaboration étroite entre les autorités locales (freguesias) et la société civile (ONG) ainsi que la **flexibilité** nécessaire pour identifier plus facilement les situations individuelles et y répondre avec pertinence.

   Une certaine inquiétude a été constatée auprès de la société civile à propos des vulnérabilités liées à cette approche de proximité locale :

   - La proximité locale ne dispense pas les autorités nationales de mettre en place une stratégie globale.
   - La société civile s'inquiète de la décentralisation de la stratégie d'intégration : au niveau des municipalités, les moyens opérationnels sont souvent limités et l'engagement politique n'est pas non plus garanti partout.
   - Même au plus bas niveau des autorités locales, les orientations politiques peuvent changer en fonction des résultats électoraux, ce qui risque aussi de provoquer une discontinuité dans les actions concrètes.

- Il existe un risque de marginalisation des plus petites organisations de la société civile qui, pourtant, jouissent souvent de la plus grande confiance de la population migrante.

3. La place fondamentale de l'enfant :

- ✓ Accord unanime des diverses instances rencontrées sur le fait que les efforts d'intégration vis-à-vis des enfants sont fondamentaux pour permettre l'intégration de l'ensemble de la famille. Le rôle de « pont » que joue l'apprentissage de la langue dans le cadre de l'école entraîne également les parents dans ce processus ; l'expérience sociale de l'enfant, dans son contexte scolaire ou extrascolaire, est considérée comme étant pratiquement la seule possibilité pour ouvrir un chemin permettant aux mères, aux femmes qui restent souvent « cachées », d'intégrer la société.
- ✓ L'enfant, en revanche, peut être un obstacle à l'intégration s'il n'y a pas un système de gardiennage pour les tout-petits. Les autorités et la société civile ont une tâche importante à accomplir pour que les mères aient la possibilité de sortir de la sphère familiale pour participer à la vie sociale du quartier, de la ville.

4. La réunification familiale

La société civile constate la régression, de la part de la politique portugaise, de la réunification familiale, y compris pour des communautés en provenance de pays dont la culture et les valeurs sociétales sont proches de celles du Portugal (par exemple le Brésil). C'est un vrai souci pour les organisations de la société civile rencontrées.
Il est pourtant clair que l'intégration d'une personne est largement facilitée au sein d'une famille plutôt qu'en situation de « solitaire ».

5. L'éducation

Le rôle de « pont » entre la communauté scolaire et la personne qui doit s'intégrer dans la société dans son ensemble est évident.
Le concept intéressant de TEIP (« Territórios Educativos de Intervenção Prioritária »), qui existe au Portugal, permet d'identifier des quartiers et des endroits où l'intégration demande un effort supplémentaire sur la base des critères de la situation financière (pauvreté) et de la diversité culturelle. Bien qu'un soutien financier ne s'ensuive pas toujours, ce concept crée chez les acteurs un esprit constructif qui renforce et enrichit la collaboration entre les autorités locales et l'environnement de la société civile.
Par exemple, des projets ont été observés dans une école publique comptant 45 % d'élèves d'origine étrangère : en parallèle des cours normaux, des cours de portugais sont proposés, auxquels les élèves participent selon leurs besoins individuels (durée et intensité des périodes d'acquisition de la langue). Cette école crée également autour d'elle un réseau local où interviennent des ONG ainsi que des instances publiques locales spécialisées dans l'un ou l'autre aspect de l'intégration.

C'est un très bon exemple d'approche complémentaire en proximité locale.

6. **L'hébergement**

Depuis plusieurs décennies, il n'y a plus eu d'investissement dans les logements à loyer abordable. Plusieurs ONG considèrent que le manque de logement est un obstacle à l'intégration plus important que la maîtrise de la langue ou la barrière linguistique.
Le manque de logement abordable dans son ensemble est par ailleurs instrumentalisé par les partis d'extrême droite pour en faire des arguments contre la migration.
Le seul levier que peut activer la société civile est le plaidoyer.

7. **L'emploi**

Les personnes migrantes, dans la période entre l'entrée dans le pays et l'obtention d'un statut légal, ont la possibilité de travailler, mais en cas de perte d'emploi, elles restent sans couverture sociale. De plus, étant donné que la reconnaissance des qualifications et des diplômes n'est pas toujours assurée, les personnes migrantes ayant des qualifications solides obtiennent des emplois inférieurs à leurs capacités et, par conséquent, sont trop souvent victimes d'exploitation.

L'instabilité de l'emploi et les mauvaises conditions financières sont des freins pour accéder à une réelle intégration.

8. **Durée des procédures :**

Inquiétude générale de la société civile sur la durée des procédures de régularisation et des prises de décisions définitives sur le statut légal des personnes migrantes.
Expliquer ce problème par la seule régression de la volonté politique au Portugal comme dans d'autres pays est trop simple ! Il faut néanmoins reconnaître que cette régression est moindre au Portugal.
Cette régression peut aussi être imputée à des dysfonctionnements techniques et opérationnels de l'Agence pour l'intégration, les migrations et l'asile (AIMA).

9. **Rôle des religions**

- Le Portugal est un pays fondamentalement **chrétien**, avec une crédibilité majeure accordée **aux institutions caritatives chrétiennes**. En conséquence, les organes de solidarité liés directement aux Églises ont une place particulière et jouent un rôle majeur dans l'effort de la société pour intégrer les personnes migrantes dans des conditions dignes.
- À l'origine, la **communauté musulmane** s'est constituée de personnes migrantes issues des colonies portugaises avec des communautés musulmanes importantes (Mozambique). Actuellement, ces communautés musulmanes et hindoues sont en croissance avec l'arrivée de personnes issues du sous-continent asiatique (Bangladesh, Pakistan, Népal) et plus récemment du monde arabe.
L'imam de la Grande Mosquée de Lisbonne reconnaît que, depuis quelques années, un phénomène de radicalisation embryonnaire se manifeste, surtout parmi les jeunes.
Face à cette situation, l'imam s'efforce de promouvoir l'intégration notamment en organisant des cours de langue pour hommes et pour femmes. Ses prises de parole à la mosquée, majoritairement en portugais, plaident explicitement pour une intégration effective au sein de la société portugaise. Cela ne l'empêche pas de s'inquiéter de la radicalisation d'une petite minorité de sa communauté.

Ce rapport n'a pu se faire que grâce

Aux OING d'accueil qui ont préparé le séjour :

- MIAMSI – Mme Assunção Mexia
- Pax Romana – Alfreda Ferreira da Fonseca

Aux institutions / ONG rencontrées :

- Caritas : la présidente, Drª Rita Valadas, et le secrétaire général, Dr João Pereira
- Dr José Leitão, premier « **Alto Comissário para as Minorias Étnicas »**
- **Groupement d'écoles Passos Manuel** : le directeur, Prof. Ricardo Moreira, la présidente du Conseil général, Prof. Raquel Pereira : projet « Espaço Mais », etc.
- Bureau de la câmara municipal – **Freguesia da Misericórdia**
- **« Casa do Brasil »**
- CEPAC au centre **CLAIM Lisboa - Estrela** (Centre local d'aide à l'intégration des migrants). Drª Ana Mansoa
- Communauté musulmane : **Sheikh David Munir et Samir Acoobaker.**
- Rencontre avec des membres **d'ambassades européennes** à Lisbonne sous l'égide de l'ambassadeur de Belgique, SE Bart Lammens.

Lisbonne, le 13 octobre 2026